

TROISIEME ANNEE. — N° 44.

2 NOVEMBRE 1922.

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



LÉON TROTSKY

RESPONSABILITÉS

C'EST au moment où la lutte entre les classes devient plus aiguë dans notre pays ; c'est au moment où la situation internationale est la plus inquiétante que des difficultés très graves surgissent en notre Parti et vont jusqu'à menacer sa vie elle-même. Il faut que chacun fasse le plus vigoureux effort pour le tirer de ce mauvais pas.

Quand, de l'intérieur même du Parti, on a accusé certains camarades d'abandonner la Révolution russe et de préparer la rupture avec la III^e Internationale, on a obéi à une passion de secte qui excluait tout sentiment de justice. Lorsque, depuis, on a imprimé un *Bulletin Communiste* tout chargé d'outrages contre des membres du Parti, on a porté non seulement à notre organisation mais à l'Internationale elle-même la plus cruelle atteinte.

La section française de la III^e Internationale avait été constituée à Tours par la jonction des anciens reconstituteurs et des membres du Comité de la III^e. Cette jonction avait été opérée avec beaucoup de facilité, même au milieu d'un enthousiasme unanimement partagé, et le travail commun n'avait pas été sans résultats. Un Parti était né qui faisait figure de grande formation politique en France, qui était redouté et persécuté par le pouvoir, qui jouissait d'un crédit indiscuté près de la classe ouvrière française.

Les deux groupes qui avaient ainsi donné naissance au Parti Communiste avaient manifesté pendant vingt mois un zèle égal pour la Révolution russe et la III^e Internationale. A Moscou, on l'a reconnu à maintes reprises ; on y déclarait volontiers que la constitution du Parti français avait été un fait historique d'importance, et l'on reconnaissait les tentatives faites honnêtement par le Parti pour devenir une organisation adaptée à ses fins révolutionnaires.

Pourquoi donc aujourd'hui prétendrait-on le contraire ? Pourquoi l'affirme-t-on subitement en termes inacceptables et souvent outragants ?



Le Parti français avait été tronçonné artificiellement, il y a quelques semaines, en trois sections : gauche, centre, droite ; on avait classé les uns et les autres dans ces compartiments de la manière la plus arbitraire. En

quoi, dans l'action, ceux qui se classaient eux-mêmes à gauche s'étaient-ils jamais distingués des camarades poussés à droite par les épaules ? Il se trouve justement que dans cette pseudo-droite se rencontre le plus grand nombre des éléments ouvriers du pays, et les plus ardents et les plus résolus. Il est vrai qu'ils avaient formulé des réserves sur la question du front unique, et c'était là le seul critérium que l'on avait retenu pour en faire des hommes de droite.

Mais, en vérité, même s'ils se trompaient en adoptant cette attitude, ils ont en toutes occasions, dans leur vie militante, prouvé leur attachement sincère aux idées révolutionnaires. Il faut renoncer à des classifications aussi irréelles.

Le travail de préparation du Congrès avait été rendu malaisé par suite de ce cloisonnement artificiel. Des malentendus s'étaient élevés qui ont lourdement pesé sur le Congrès lui-même, et les suites en ont été au plus haut point préjudiciables. Il ne pouvait s'élever de débats d'idées, d'opposition, de tactique, de confrontation de doctrine. La conséquence de la division du Parti en trois fractions, et de l'exclusive portée sur l'une d'entre elles, fut de fausser toutes les discussions et de les personnaliser. Dans le fond, avant la réunion du Congrès, une seule question se posait fatalement : « Quelle est la fraction qui va diriger le Parti et son journal ? »

C'était poser le problème de la manière qui devait le rendre le plus insoluble. Deux fractions prétendaient à la primauté : puisque le Parti lui-même n'était pas appelé à les départager, elles devaient s'aigrir en marchandages vulgaires, ce qui ne manqua pas de se produire, et de cette déplorable méthode tout le reste suivit.

Le Parti eût dû être appelé à redresser, lui-même, cette situation inextricable. Il l'eût fait sans doute en attribuant à chaque fraction sa part proportionnelle dans le pouvoir dirigeant, et en contraignant les uns et les autres à deux obligations de discipline rigoureuse :

1^o Renoncer tout de suite aux querelles personnelles et aux vains reproches sur le passé ;

2^o Réaliser l'effort commun maximum pour mettre en application les décisions du IV^e Congrès.

On n'a pas suivi cette voie de la raison.

Même depuis le Congrès, on est entré dans des chemins tout opposés. Au lieu de préparer les esprits à la conciliation sous les auspices du IV^e Congrès, on s'est livré, sans motif, à plusieurs manifestations publiques de violence contre les camarades de la majorité qui n'avaient rien fait pour justifier ces agressions.

Maintenant, la parole est à l'Internationale. Elle va parler. Chaque fraction du Parti fran-

çais a délégué des militants qualifiés et pourvus de mandats précis. Jusqu'au moment où le IV^e Congrès aura formulé son avis, le devoir de chacun était de garder une attitude réservée et digne. Si quelques-uns ont préféré jeter en pâture nos divisions à nos ennemis de classe et aux dissidents, ils en porteront seuls la responsabilité devant le Parti et devant l'Internationale.

Marcel CACHIN.

Quelques réflexions sur le "Conflit"

Jusqu'au dernier moment, les représentants qualifiés de la fraction dite « de Gauche » avaient déclaré au Congrès : « Devant l'attitude du Centre, il nous est impossible d'accepter aucune place dans les organes de direction. Que le Centre prenne donc le pouvoir. *Nous le soutiendrons loyalement s'il fait la politique de l'Internationale. Qu'on fasse notre politique, peu nous importe qui la fera !* »

Les termes mêmes de l'« arbitrage » de Manouïlsky laissaient le Congrès juge de la situation. Jusqu'à la dernière minute les camarades de « Gauche » l'admirent puisqu'ils acceptèrent le vote sur les motions dites « du Centre » et « de la Gauche » et y participèrent. Ce n'est pas, une fois les résultats du vote acquis, qu'un suprême effort de conciliation pouvait être tenté et aboutir. C'est avant le vote.

Mais avant le vote, la « Gauche » se maintint sur cette position délibérément choisie, précisée par ses orateurs : refus de collaborer mais attitude bienveillante et même appui si le « Centre » pratiquait une politique de loyauté et de discipline à l'égard de l'Internationale.

Quelques jours après, Amédée Dunois expliquait ainsi l'attitude prise par les démissionnaires de l'*Humanité* :

Ils n'ont pu admettre (les rédacteurs démissionnaires) que les hommes du Centre fussent en quoi que ce soit qualifiés pour faire sans la Gauche, la politique de la Gauche, celle de l'Internationale.

Rapprocher la déclaration de Dunois après le Congrès des déclarations faites, notamment par Boris Souvarine pendant le Congrès, c'est projeter un peu de lumière sur des incidents que la plupart des membres du Parti ont encore quelque peine à interpréter.

Pendant le Congrès on dit : « Que le Centre

prenne la direction, s'il fait notre politique nous l'appuierons. Nous ne demandons pas mieux. »

A la fin du Congrès on accepte tout de même, dans des conditions toutes particulières, la part de collaboration offerte par le « Centre » et repoussée par la « Gauche » pendant trois jours.

Et sitôt le Congrès terminé on s'écrie : « Les hommes du Centre ne sont pas qualifiés pour faire, sans la Gauche, la politique de l'Internationale ».

Nous retrouvons là cette préoccupation constante de la « Gauche » de se réserver jalousement l'exclusivité de l'attachement à l'Internationale. Personne pourtant, ni aucune fraction n'en a le monopole, à moins d'avoir démontré autrement que par des articles ou des gestes de Congrès une supériorité de sincérité ou de dévouement jusque-là discutable.

Une classification arbitraire ne suffit pas pour donner à une tendance dite « de Gauche » toutes les vertus révolutionnaires refusées à tout le reste du Parti.

Il ne suffit pas davantage de remplacer l'argumentation par la polémique et les raisons par des attaques personnelles pour avoir le droit de prôner, non sans prétention : « Le conflit n'est pas entre nous et vous mais entre vous et l'Internationale ! »

L'Internationale est et doit rester au-dessus des tendances. Il n'y a aucun « conflit » entre l'Internationale et sa section française du fait du Congrès de Paris. Voilà ce qu'il faut comprendre et dire.

Conflit sur quoi d'abord ? Doctrine, thèses, tactique, discipline, le Parti français n'en connaît et n'en veut connaître d'autres que celles adoptées par les Congrès mondiaux et qu'il entend réaliser avec toute sa bonne volonté et toute sa loyauté auxquelles l'Internationale a déjà rendu publiquement hommage.

Désaccord oui, mais uniquement sur le choix des personnes, dans les attributions de postes. La « Gauche » aura beau répéter : Il y a conflit avec l'Internationale, elle n'empêchera pas les militants de constater ceci : c'est qu'on s'était mis d'accord, « Gauche » et « Centre », pour réaliser un minimum d'union sur des motions communes. Avec ou sans réserves la fusion du « Centre » et de la « Gauche » réclamée par Moscou s'était opérée sur des questions de principes, les seules qui valent pour un vrai militant.

L'accord n'a pu être maintenu. Pourquoi ? Parce que le « Centre » a été mis en présence de propositions inacceptables non pas, comme on l'a dit, pour la dignité du Parti mais pour sa vie même et pour son avenir. Quelle que soit la valeur nullement contestée, d'un camarade, lorsqu'il est certain que sa désignation à la direction du quotidien du Parti correspond en fait à une véritable déclaration de guerre à la C. G. T. U., il est du devoir de ceux qui pensent que nulle action n'est possible sans une entente fraternelle avec la C. G. T. révolutionnaire de s'y opposer. De même, lorsque l'« exclusive » est prononcée, fût-ce par le délégué de l'Exécutif, contre des camarades au passé lourd de sacrifices consentis et de dévouement, le Parti a le droit de ne pas accepter qu'on mutile sa direction des forces qu'il connaît et qu'il a besoin d'utiliser.

Or, y a-t-il un autre « conflit » que le refus par le « Centre » d'exclure du Comité Directeur Cachin et Paul-Louis en même temps que d'admettre la direction de Rosmer à l'*Humanité* et la voix prépondérante du délégué de l'Exécutif au bureau politique ?

Qui oserait prétendre et prouver, à moins d'user de sophismes, qu'il y a là le moindre acte d'indiscipline ou de révolte à l'égard de l'Internationale ? Celle-ci n'a-t-elle pas toujours reconnu — et peut-il en être autrement ! — le droit pour les sections nationales de choisir elles-mêmes ceux qu'elles considèrent comme les plus dignes et les plus sûrs pour assurer leur direction.

Ces choses doivent être dites et redites pour dissiper l'équivoque que certains se plaisent à entretenir, osant prétendre qu'en mêlant l'autorité de l'Internationale à ces discordes auxquelles elle doit demeurer étrangère, ils la servent. S'il y a des scissionnistes, ce n'est pas dans la majorité du Parti qu'il faut les chercher.

Il y a quelques jours, un démissionnaire de l'*Humanité* disait : « Je n'étais pas partisan des démissions, mais j'ai obéi à la discipline de tendance ». Voilà qui est inadmissible qu'il

y ait à côté de la discipline du Parti — qui est celle de l'Internationale — une « discipline de tendance ». Inadmissible et intolérable. Le remède, pour sortir de la crise actuelle, c'est de dresser le Parti tout entier contre les fractions qui le minent et le déchirent. Le Parti doit être la chose de tout le prolétariat français comme l'Internationale doit être la chose en même temps que l'animateur du prolétariat mondial.

UN CONGRESSISTE.

RECTIFICATION

Le camarade Tasca nous adresse la rectification suivante :

Chers camarades,

J'ai eu occasion de lire seulement dans ces jours le texte que vous avez donné de mon discours au Congrès de Marseille dans le numéro 19 du *Bulletin*. Je sais bien que les quelques inexactitudes qu'on y trouve ne sont dues qu'à mon très mauvais français et je vous prie seulement de rectifier quelques points où je n'avais pas rendu du tout ma pensée.

A la page 365, deuxième colonne, on lit : « On se disputa pour savoir si le mouvement était de la compétence du Parti socialiste ou de celle de la C.G.T. Cela ne répond pas à la réalité. La vérité est que le mouvement était un mouvement politique, et il s'agissait de savoir s'il était politique de collaborer avec la bourgeoisie à une politique de mainmise sur les pouvoirs publics par la création de l'Etat ouvrier », et il faut entendre : « Il s'agissait de choisir entre la politique de collaboration avec la bourgeoisie en participant au ministère Giolitti et la politique de la mainmise sur les pouvoirs publics pour la création de l'Etat ouvrier ».

Dans la même colonne, *sine fine*, il faut lire : « Qu'il n'est pas possible de faire du contrôle ouvrier sans que ce contrôle... prenne le caractère d'une contre-opposition entre le pouvoir des ouvriers à l'intérieur de l'usine et le pouvoir des patrons ».

A la page 366, première colonne, là où l'on cite comme une cause de la formation des courants syndicalistes en certaines localités en Italie « l'action des dirigeants réformistes », on entend bien que c'est par réaction à cette action : aussi au dernier alinéa il faut lire « syndicalistes » au lieu de « syndicats ».

A la même page, deuxième colonne, deuxième alinéa, on lira : « Sous l'offensive industrielle, sous les coups féroces et barbares des « fascistes » les communistes ont dressé un rapide bilan de la situation. Nous ne voulons pas faire du sentimentalisme, mais etc. », et dans les premiers mots de la page 367 il faut substituer « politique syndicale » à « politique ouvrière ».

Vous voyez que ce n'est pas un scrupule... philologique qui m'a persuadé à vous remettre cet erratum, et je vous remercie de la publication.

Salutations communistes.

Votre camarade :

E. TASCA.

Léon TROTSKY

Les assises du quatrième Congrès de l'Internationale Communiste marqueront une date importante dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial.

L'examen de la crise de notre Parti français y occupera une place essentielle.

En nous félicitant de pouvoir illustrer la couverture du *Bulletin Communiste* du très beau et très vivant portrait inédit de notre camarade Léon Trotsky, du au crayon du grand artiste Kisenis, nous ne pouvons résister au désir d'évoquer, telle que nous l'avons jugée, la forte et attachante personnalité de l'organisateur de la Russie révolutionnaire.

Il prendra, dans toutes les discussions relatives à la question française, la part personnelle la plus large et la plus attentive.

Son avis sera sans doute déterminant quant à la solution arrêtée par le Congrès.

Notre camarade Trotsky, qui a vécu assez longtemps en France pendant la guerre, cause et écrit couramment notre langue et le cas n'est pas rare en Russie. Mais il est impossible de n'être point frappé de l'aisance avec laquelle il exprime, en cette langue qui n'est pas la sienne, les pensées les plus subtiles et les plus délicates.

La force, les nuances, le mouvement de ses discours en français n'ont rien à envier au jeu de nos orateurs les plus sûrs d'eux-mêmes.

Résultats dus à une longue et patiente application de linguistique ? Nullement. Il suffit d'entendre avec quel enthousiasme, avec quelle documentation abondante, détaillée et précise, notre camarade Trotsky parle du peuple français et de son histoire révolutionnaire pour être sûr que la connaissance approfondie de notre langue n'est, chez lui, que la conséquence de l'intérêt passionné et persévérant avec lequel « l'organisateur de la victoire » prolétarienne et paysanne en Russie a étudié notre histoire.

Disons-le tout de suite : nous compterions sur les doigts d'une seule main le nombre de nos amis français capables de se mesurer sur ce terrain, avec notre camarade Trotsky.

Et ajoutons, pour ne pas pécher par immodestie, que nous nous garderions bien de nous compter dans ce nombre.

Le prolétariat français n'a pas, à notre connaissance, d'ami plus respectueux de son glorieux passé révolutionnaire et plus confiant en son avenir que le chef de l'armée rouge.

Il ne laisse jamais passer une allusion pessimiste en ce qui concerne les capacités révolutionnaires de notre prolétariat.

Il ne permet pas, sans protester de la façon la plus véhémente, qu'on essaye de rabaisser le rôle de l'élite de notre classe ouvrière, aussi bien dans la première que dans la seconde Internationale.

Il affirme hautement que ce rôle a été chaque fois le plus héroïque, le plus remarquable.

Et quand il demande à notre Parti Communiste français de concentrer son organisation, de travailler sans cesse, méticuleusement, à consolider ses positions, à épurer ses rangs, à forger ses militants, à mettre un par un, froidement, tous les atouts de son côté dans l'éventualité du grand combat social, c'est au nom de la sanglante leçon de la Commune de Paris qu'il le fait.

On prétend que « Moscou » veut nous imposer, contre toute raison, une organisation à la Russe, une révolution à la Russe ?

Mais Trotsky prouve, au contraire, que la Révolution russe est la fille de la Révolution française et de la Commune de Paris.

C'est de ces deux grandes expériences des révolutionnaires français que les bolcheviks ont dégagé les enseignements qui leur ont permis de préparer intelligemment l'assaut des masses prolétariennes et paysannes de Russie, puis de les conduire à la victoire d'octobre 1917, puis de juguler la contre-révolution intérieure et enfin d'organiser sans hésitation l'armée rouge chargée de défendre la jeune République des soviets contre les assaillants de l'extérieur.

Nous avons retrouvé ce souci vraiment singulier de puiser des leçons permanentes dans les deux grands mouvements français, chez tous militants de tête de la Révolution russe et, d'une façon toute particulière, chez nos camarades Sokolnikov aux finances, et Derjinsky de l'ancienne commission extraordinaire.

Quand Trotsky évoque l'héroïsme admirable avec lequel les communards se sont soulevés, avec lequel ils se sont battus, avec lequel ils sont morts — et quand il rappelle à quelle absence de précautions préalables, à quelles négligences, à quel esprit de ménagement à l'égard de la bourgeoisie versaillaise, ont été dus le massacre de 35.000 ouvriers parisiens et la chute d'un des plus glorieux mouvements prolétariens, sa conviction passionnée trouve des accents de la plus haute et de la plus pénétrante émotion.

La Révolution est une chose grave. Il ne faut point l'aborder à tout hasard. Il faut descendre en soi-même, songer toujours aux combats implacables qu'il faudra soutenir contre une bourgeoisie sans entrailles, sans scrupule, sans pitié et qui s'efforcera de noyer dans le sang tout effort de révolte ouvrière.

Il ne faut rien laisser à l'abandon. Les guerres sociales sont comme les guerres militaires modernes, tout doit y être prévu, préparé, jusqu'au moindre détail. Un communiste qui n'a point cette conception précise de l'action n'est pas un communiste. Un parti communiste qui s'oublierait dans le même état d'esprit serait dangereux pour la classe ouvrière avec laquelle il s'engagerait sans doute courageusement, voire témérairement dans la bataille mais qu'il conduirait infailliblement à la défaite et à la plus cruelle des répressions.

On peut imaginer des responsabilités effroyables; on n'en peut concevoir de plus lourdes que celles d'un Parti chargé de conduire les masses à la bataille révolutionnaire. La négligence dans l'organisation, l'absence d'esprit de décision, la peur des préjugés sont des crimes contre le prolétariat.

Le prolétariat français peut tout faire s'il est bien et sérieusement dirigé. Aucun autre dans le monde n'a de qualités révolutionnaires meilleures que les siennes.

L'ouvrier français !

« Quand vous préparez quelque chose, dit Trotsky, quand vous écrivez quelque chose, demandez-vous toujours : « Qu'en pensera un ouvrier français ? »

Le souci du Parti Communiste français doit être à tout moment de se poser la question : « Que pensent les ouvriers français, que désirent, que veulent les ouvriers français ? »

Et la sincérité profonde, l'esprit de classe de ce combattant marxiste, son affection exclusive à l'égard de cette classe ouvrière dont il peut assurer la rédemption, éclatent dans cette préoccupa-

tion constante, débarrassée de toute complication bassement politicienne, de demeurer cœur à cœur avec la classe ouvrière.

On peut être sûr qu'il se posera souvent cette question, qu'il la remuera au plus profond de sa conscience avant de donner son avis sur la solution capable d'endiguer la crise du Parti français, de ramener l'accord au sein de celui-ci et d'assurer le synchronisme de son action et de celle de l'Internationale Communiste.

« La question du Parti français présente un intérêt politique mondial », répète-t-il souvent.

« Le rôle historique du prolétariat français est capital dans le mouvement ouvrier international. »

« L'adhésion du Parti français à la 3^e Internationale a été l'un des événements politiques les plus considérables de ces dernières années. »

Et notre camarade Trotsky témoigne de la réflexion avec laquelle il émet ces opinions en délaissant toutes ses charges gouvernementales, pourtant lourdes, pour participer à l'étude de la question française, chaque fois que l'occasion s'en présente.

Au cours des débats des Comités Exécutifs Elargis de février et juin, Trotsky a présidé toutes les réunions de commissions et de sous-commissions relatives à la question française. Elles ont été nombreuses. Il n'en a pas manqué une seule.

Il a toujours accepté de rapporter sur les décisions proposées à l'Exécutif. C'était une tâche lourde et délicate.

En juin, chargé vers 11 heures du soir de préparer pour le lendemain les textes à soumettre au Comité Exécutif et relatifs à la fédération de la Seine, à la structure du Parti, au régime de la presse, au front ouvrier unique, etc., il présenta le lendemain matin la totalité de son travail. Nos camarades ont pu, depuis, lire ces textes dans *l'Humanité*, les étudier et, pour l'immense majorité, en approuver la substance. Aucune retouche n'avait été nécessaire.

Après une longue journée de travail, notre camarade Trotsky avait passé sa nuit à mettre debout, soigneusement, respectueusement pourrions-nous dire, les formules historiques dont l'application devait rapprocher plus encore le Parti français, encore jeune, du canevas d'organisation et de discipline de toutes les autres sections de l'Internationale.

Un soir, en plein cours des discussions devant l'Exécutif de juin, Trotsky est prévenu de la mort de son vieux père. Il en fut très affecté. Il consacra la nuit et la matinée du lendemain à assister sa mère et à rendre les derniers devoirs à son père. L'après-midi, il était à son poste de rapporteur et prononça, devant l'Exécutif Elargi, son deuxième grand discours sur le Parti français.

Léon Trotsky respire la santé et l'équilibre physique. Sa maîtrise de soi est frappante. Aimable, accueillant, il ne se laisse jamais entraîner à l'impatience dans la discussion. Il réfute toujours en souriant les arguments qui peuvent être opposés aux siens.

C'est à lui et à la parfaite organisation de son secrétariat que nous devons les facilités qui nous ont permis d'étudier sans retard, sans ennui, librement, les réalisations économiques et sociales de la Russie soviétique.

Nous avons besoin de le voir. Nous appréhendions de lui prendre du temps. Pour nous rassurer pleinement, il trouva, dans sa bienveillance, cette réponse énorme : « Venez quand voudrez, aussi souvent que vous voudrez, ces jours-ci je n'ai *justement plus rien à faire*. Voulez-vous que je vous fasse prendre en voiture ? »

Absorbé par les lourdes et multiples charges que nous lui connaissons, il affirmait n'avoir rien à faire !

De fait, nous n'avons jamais attendu cinq minutes avant d'entrer dans son cabinet.

Léon Trotsky considère sa charge gouvernementale comme un accessoire. Il ne s'est évidemment jamais laissé influencer par le pouvoir. Il est resté dans toute sa pureté le militant du Parti Communiste et de l'Internationale. La Révolution russe ne comble pas ses vœux. Il l'envisage comme un premier pas. Elle ne lui cache nullement le grand but de l'émancipation prolétarienne mondiale.

Nous dirons en détail comment il a fait de l'Armée Rouge, vraiment, un organisme prolétarien révolutionnaire, internationaliste, par son organisation, par ses cadres, par son éducation.

Le génie supérieur de Lénine est hors de discussion. Léon Trotsky n'a pas donné sa mesure. Il est l'homme d'avenir de la Révolution russe.

Dans la mesure où l'évolution du régime soviétique produira des boues et des squames de corruption, de désignation, de déviation communiste, nous voyons nettement Trotsky appelé à opérer le redressement nécessaire.

Il a heureusement tout ce qu'il faut pour cela et il connaît trop l'histoire de la décadence de la Révolution française pour ne pas s'apprêter à franchir énergiquement l'écueil.

Autrement dit, ce véritable ami du peuple, et qui l'a déjà si brillamment servi, est encore très loin d'avoir assuré à la grande cause du prolétariat exploité tous les éminents services qu'il est destiné à lui rendre.

Le prolétariat russe ne s'y trompe pas.

Le 1^{er} mai dernier, nous avons vu Trotsky demeurer debout, confiant, sans précaution, de midi à 6 heures du soir, au flanc immédiat de la formidable manifestation ouvrière qui défilait sur la place Rouge, à Moscou.

Des centaines et des centaines de milliers d'hommes et de femmes de toutes corporations ont défilé là, sous la volée écarlate de milliers de bannières.

Dire l'enthousiasme, l'affection avec lesquelles les différentes fractions de ce cortège monstre ont manifesté au fur et à mesure qu'elles passaient devant le grand serviteur du peuple russe, donner une idée des gestes individuels d'affection, cent fois répétés, qui se sont produits incidemment à l'égard de Trotsky, est absolument impossible.

Certaines de ces attitudes émanant de vieillards ou d'ouvriers, ou de femmes haussant leur enfant pour qu'ils voient Trotsky, étaient si touchantes que l'émotion gagnait tous les spectateurs de ces scènes.

Les trois syndicalistes réformistes : français, hollandais et anglais, venus en Russie pour apporter des secours aux régions affamées et qui se trouvaient à nos côtés, peuvent en témoigner.

Un camion automobile passe doucement, chargé d'une jolie grappe rose et blanche d'enfants sauvés de la famine. Un garçonnet appelle Trotsky. Il lui prend la main dans ses petites menottes et refuse obstinément de la lâcher. « Viens avec nous, camarade Trotsky, viens avec nous ! » crie-t-il de toutes ses forces en y mettant toute l'insistance dont il était capable.

Ainsi se synthétisait devant nous, au cours du spectacle le plus prestigieux que nous ayons jamais vu, l'affection de la Russie combattante d'aujourd'hui et de celle de demain autour d'un de ceux qui personnifient le mieux le mérite de ses victoires et les fortes raisons de son immense espoir.

Louis SELLIER.

Appel au Parti

Au cours de sa première réunion, le Comité Directeur a adopté le texte de l'appel suivant :

Le Congrès de Paris n'a pas dénoué la crise redoutable que traverse le Parti. De multiples incidents ont troublé ses travaux. Des conflits inattendus ont surgi. Des désaccords imprévus se sont manifestés avec violence. Une fois de plus, les questions de personnes ont pris le pas sur les questions d'idées. Au lieu de l'apaisement escompté, un déchirement plus profond en résulte. A la place d'une unité renforcée, une unité ébranlée.

Le nouveau Comité Directeur en appelle tout de suite au sang-froid du Parti. IL EST RESOLU A SE PLACER SUR LE TERRAIN MEME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE à laquelle, dès son entrée en fonctions, il proclame son INALTERABLE FIDELITE. En conformité des décisions du Congrès, C'EST LA POLITIQUE DE L'INTERNATIONALE QU'IL ENTEND PRATIQUER DANS SON ESPRIT ET DANS SA LETTRE.

Le 4^e Congrès mondial examinera la situation du Parti. Le Comité Directeur est assuré qu'il le fera de manière à donner au Parti le maximum de cohésion et de discipline. Il se trouve saisi d'un conflit qui porte essentiellement sur le point de savoir si le Congrès pouvait être dépouillé de son droit de choisir les hommes qu'il investit de sa confiance et qui sont chargés de le représenter dans les organismes de direction du Parti. Sa réponse n'est pas douteuse. Le Comité Directeur demande au Parti de l'attendre sans nervosité. Quelques jours à peine nous séparent du 4^e Congrès mondial et, d'ici qu'il se réunisse, la vie du Parti ne doit pas s'arrêter. A tous ses ennemis qui se félicitent de ses divisions, il saura donner, par la fermeté de sa discipline et la vigueur de son action générale, un avertissement significatif. Leur joie est prématurée. LE PARTI COMMUNISTE SAURA SAUVER SON UNITE. C'est avec confiance que le Comité Directeur s'adresse à lui.

VIVE L'UNITE COMMUNISTE.

VIVE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

LE COMITE DIRECTEUR.

COMITÉ DIRECTEUR

Le Comité Directeur a, dans la même séance, voté les deux résolutions suivantes :

I

Les citoyens Souvarine, Dunois, Treint, Reynaud, Martinet, Tommasi et Tourette ont, sans prévenir le Comité Directeur ni le directeur de l'Humanité, fait passer vendredi dernier, dans le journal du Parti, une lettre de démission contenant des affirmations inexacts et destinée de toute évidence à semer, dans les organisations communistes, l'émotion et le désarroi.

Appelé par le camarade Cachin à s'expliquer sur son attitude, le citoyen Dunois a répondu : « J'ai fait mon coup d'Etat : je le reconnais. Je l'ai accompli en toute connaissance des conséquences qu'il pouvait comporter ». Il a ainsi avoué son intention délibérée de nuire au Parti Communiste.

En prenant acte de ces faits, le Comité Directeur enregistre les démissions qui lui ont été adressées et signale au Parti les agissements des démissionnaires.

II

Dans la dernière séance du Congrès, la fraction de gauche a systématiquement saboté le débat et le vote sur les exclusions.

Dans un vote à mains levées, l'exclusion de Verfeuil et de François et Marie Mayoux, demandée par l'Internationale, a été repoussée par la droite, avec la complicité de la gauche, qui s'est abstenue.

Le Comité Directeur, sans commentaires, porte ces faits à la connaissance du Parti tout entier.

Bureau politique

Le Bureau Politique a publié, les 27 et 28 octobre, les communications suivantes :

Commission Syndicale. — Le Comité Directeur a décidé que la Commission Syndicale comprendra les membres ouvriers du Comité auxquels seront adjoints deux représentants du Bureau Politique, les citoyens Frossard et Ker. Elle se réunira dans les premiers jours de la semaine prochaine. Elle se complètera en s'adjoignant le concours des militants du Parti qui travaillent le plus activement dans les organisations syndicales. Elle

réglera les modalités d'application de la résolution du Congrès de Paris sur les tâches des communistes dans les syndicats.

Front unique. — Le Congrès de Paris a donné son adhésion à la tactique de l'unité de front. Le Comité Directeur, conformément d'ailleurs au désir exprimé par l'Exécutif, a décidé de préparer une première application de cette tactique en convoquant une conférence de toutes les organisations prolétariennes pour l'organisation de la défense des huit heures et des salaires. Le Bureau Politique est chargé de mettre en œuvre cette décision dans le plus bref délai.

A propos du « Bulletin Communiste »

Sur le rapport de sa Commission de la Presse, le Congrès de la Grange-aux-Belles a décidé que le *Bulletin Communiste* ne serait plus l'organe exclusif d'une tendance du Parti. Il sera possible, désormais, à toutes les fractions d'y faire entendre leur voix. Le Bureau Politique assurera l'exécution de cette volonté du Parti. Ajoutons que le Congrès, dans son unanimité, a imposé à tous ses membres de cesser sur-le-champ toutes polémiques personnelles.

Passant outre à cette décision, quelques membres de la gauche ont fait paraître un *Bulletin C. I.* sous leur responsabilité.

Ils s'y sont livrés à des attaques violentes et injurieuses contre divers militants de leur Parti. Aussitôt, les organes dissidents et bourgeois ont offert à ces attaques leur hospitalité la plus large.

Nous ne répondrons pas un mot à ces outrages, et les militants du Parti, le moment venu, jugeront.

LES VOTES DU CONGRÈS

La composition des organismes centraux

Appelé à choisir entre deux résolutions relatives à la composition des organismes centraux, le Congrès a adopté, par 1.698 mandats, la motion déposée par le centre. La motion de la gauche a obtenu 1.516 mandats. Il y a eu 814 abstentions.

Les fédérations suivantes ont voté pour la proposition du centre :

Ain, 29 mandats ; Aisne, 23 ; Basses-Alpes, 13 ; Alpes-Maritimes, 19 ; Ardèche, 27 ; Ardennes, 23 ; Aube, 64 ; Aveyron, 12 ; Calvados, 11 ; Charente, 30 ; Cher, 41 ; Corrèze, 71 ; Drôme, 61 ; Finistère, 24 ; Gard, 65 ; Gers, 11 ; Jura, 8 ; Loir-et-Cher, 17 ; Loire, 67 ; Loiret, 16 ; Lot, 9 ; Lot-et-Garonne, 36 ; Manche, 6 ; Marne, 26 ; Haute-Marne, 16 ; Meurthe-et-Moselle, 22 ; Morbihan, 3 ; Nièvre, 38 ; Nord, 218 ; Oise, 31 ; Puy-de-Dôme, 25 ; Haut-Rhin (Belfort), 16 ; Rhône, 79 ; Saône-et-Loire, 23 ; Seine, 171 ; Seine-et-Marne, 31 ; Seine-et-Oise, 84 ; Deux-Sèvres, 8 ; Somme, 14 ; Vienne, 1 ; Constantine, 9 ; Doubs, 38 ; Eure, 13 ; Mayenne, 3 ; Orne, 9 ; Bas-Rhin, 101 ; Haut-Rhin (Mulhouse), 36. Total : 1.698.

Les fédérations suivantes ont adopté la motion de la gauche :

Algérie, 16 mandats ; Ariège, 20 ; Aube, 12 ; Aude, 18 ; Bouches-du-Rhône, 39 ; Cantal, 7 ; Charente, 1 ; Charente-Inférieure, 26 ; Dordogne, 45 ; Eure-et-Loir, 16 ; Haute-Garonne, 21 ; Gironde, 45 ; Hérault, 29 ; Ille-et-Vilaine, 14 ; Indre, 17 ; Indre-et-Loire, 29 ; Isère, 44 ; Landes, 13 ; Loire-Inférieure, 23 ; Haute-Loire, 5 ; Maine-et-Loire, 20 ; Meurthe-et-Moselle, 1 ; Morbihan, 4 ; Nièvre,

10 ; Nord, 195 ; Oise, 17 ; Pas-de-Calais, 40 ; Basses-Pyrénées, 15 ; Hautes-Pyrénées, 7 ; Rhône, 19 ; Saône-et-Loire, 24 ; Sarthe, 13 ; Savoie, 16 ; Seine, 247 ; Seine-et-Oise, 59 ; Somme, 2 ; Tarn, 25 ; Tarn-et-Garonne, 10 ; Tunisie, 9 ; Vaucluse, 50 ; Vienne, 20 ; Haute-Vienne, 35 ; Vosges, 18 ; Yonne, 25 ; Jeunesses communistes, 50 ; Fédération étrangère, 5 ; Moselle, 101 ; Oran, 4 ; Haut-Rhin, 15 ; Haute-Savoie, 20. Total : 1.516.

Les fédérations suivantes se sont abstenues :

Allier, 79 ; Hautes-Alpes, 3 ; Alpes-Maritimes, 3 ; Bouches-du-Rhône, 18 ; Charente, 2 ; Corse, 7 ; Côte-d'Or, 35 ; Côtes-du-Nord, 9 ; Creuse, 21 ; Indre-et-Loire, 15 ; Isère, 2 ; Lozère, 5 ; Martinique, 5 ; Nièvre, 1 ; Nord, 37 ; Pas-de-Calais, 146 ; Pyrénées-Orientales, 23 ; Rhône, 3 ; Saône-et-Loire, 11 ; Seine, 171 ; Seine-et-Marne, 20 ; Seine-et-Oise, 51 ; Seine-Inférieure, 71 ; Somme, 8 ; Var, 26 ; Vaucluse, 31 ; Vendée, 11. Total : 814.

Exclusion de Verfeuil, de François et Marie Mayoux

L'exclusion de Verfeuil, de François et Marie Mayoux a été votée par 1.203 mandats contre 780.

Les fédérations suivantes se sont prononcées pour l'exclusion :

Algérie, 8 mandats ; Aude, 18 ; Bouches-du-Rhône, 55 ; Cantal, 7 ; Cher, 41 ; Drôme, 2 ; Eure-et-Loir, 16 ; Haute-Garonne, 15 ; Lot, 9 ; Manche, 6 ; Nord, 160 ; Oise, 20 ; Hautes-Pyrénées, 7 ; Haut-Rhin (Belfort), 16 ; Rhône, 101 ; Seine, 445 ; Seine-et-Marne, 51 ; Seine-Inférieure, 71 ; Tarn, 25 ; Tarn-et-Garonne, 10 ; Tunisie, 9 ; Var, 26 ; Jeunesses communistes, 50 ; Constantine, 9 ; Mayenne, 3 ; Meurthe-et-Moselle, 23. Total : 1.203.

Les fédérations suivantes ont voté contre l'exclusion :

Aisne, 23 mandats ; Algérie, 6 ; Ardèche, 27 ; Aube, 76 ; Aveyron, 12 ; Calvados, 11 ; Côte-d'Or, 35 ; Drôme, 59 ; Haute-Garonne, 6 ; Gers, 11 ; Loir-et-Cher, 17 ; Loire, 67 ; Lot-et-Garonne, 36 ; Marne, 26 ; Haute-Marne, 16 ; Nord, 54 ; Oise, 3 ; Pas-de-Calais, 186 ; Seine, 85 ; Somme, 24. Total : 780.

Les autres fédérations se sont abstenues.

A nos Amis

Le Congrès de Paris a décidé que le *Bulletin Communiste* serait désormais une tribune ouverte à toutes les tendances du Parti.

Organe de documentation et d'éducation, il doit être lu par tous.

Pour augmenter la vente, très insuffisante, nous avons besoin du concours de tous les militants.

Que nos camarades des fédérations nous trouvent des dépositaires (nous leur adresserons les conditions sur demande) et surtout qu'ils nous trouvent des abonnés.

Comme pour l'Humanité, nous tiendrons nos amis au courant du détail de la vente, tant à Paris qu'en province.

Prochainement, nous mettrons en vente des collections des 1^{re} et 2^e années du B. C., reliées forte toile noire. Chaque année sera cédée au prix de 30 francs, port compris.

Nous adresser les commandes dès maintenant.

Que tous nos camarades nous aident, et le *Bulletin Communiste* vivra et se développera.

Après le Congrès National

Au-dessus des Passions

Le citoyen Chambelland avait, sans consulter le Comité de rédaction de la Vie Ouvrière publié dans ce journal, sous le titre « Trahison et Rupture », un article où la majorité du Parti Communiste était attaquée violemment et sans aucun souci de la vérité.

Le Comité de Rédaction de la Vie Ouvrière a désavoué en ces termes le citoyen Chambelland :

Le Congrès du Parti Communiste vient de se terminer.

Durant cinq jours, les tendances se sont heurtées avec passion ; la confusion est à son comble et la *Vie Ouvrière* vient d'être entraînée, malgré son Comité de rédaction, à prendre position dans une bataille alors qu'elle n'avait qu'à l'enregistrer objectivement.

Nous avons été les artisans de la résolution de Saint-Etienne ; chaque fois que la nécessité nous en est apparue, nous en avons rappelé les principes essentiels en affirmant que seule une politique nette et loyale de la part du Parti Communiste pouvait mettre un terme au malaise actuel.

Nous savons très bien qu'un Parti Communiste en France s'équilibrera difficilement entre la C. G. T. U. et la Troisième Internationale Communiste. Droite, Gauche, Centre, Centre-Gauche ou Extrême Gauche, **quelle que soit la tendance qui en assure la direction ;** pour un Parti qui n'a pas encore fait ses preuves, ce qui importe pour nous, c'est qu'il ne trahisse pas la Révolution russe ; c'est aussi qu'il tienne compte de la position ferme qu'a prise le syndicalisme au Congrès de Saint-Etienne.

A la *Vie Ouvrière*, nous défendons fermement la C. G. T. U. et son orientation révolutionnaire. Toutefois, sans ignorer les répercussions que peuvent avoir sur le mouvement syndical les fluctuations du Parti Communiste, nous ne voulons pas faire acte de partisans.

Mais si nous défendons avant tout l'autonomie du syndicalisme, nous ne permettrons jamais d'être confondus avec ceux qui, dans les partis politiques, ne se revendiquent de l'autonomie syndicale que pour mieux masquer leur opportunisme électoral, leur inertie réformiste et leur neutralité révolutionnaire.

Nous regrettons que notre rédacteur Chambelland, qui avait déjà publié, voilà quinze jours, un article contre la tendance de Gauche et contre l'Exécutif, article qui n'était pas à sa place dans notre journal, ait cru devoir s'insurger contre nos indications formelles en produisant, de sa propre autorité, en dernière heure et sans nous en avoir avisés, l'article

paru en première page du dernier numéro de la *Vie Ouvrière*, intitulé « Trahison et Rupture », ouvertement dirigé contre les membres du nouveau Comité directeur du Parti Communiste, et engageant par ce fait la responsabilité du Comité de Rédaction.

Nous sommes donc dans l'obligation de nous séparer de notre collaborateur, et, l'esprit fixé sur la résolution de Saint-Etienne, nous continuerons, malgré cette nouvelle difficulté, la tâche ardue que nous nous sommes tracée.

Nous comptons pour cela, et plus que jamais, sur le concours de tous les militants qui nous ont assurés jusqu'ici de leur confiance et qui, au-dessus des passions, entendent demeurer les ardents défenseurs de la Révolution Russe, de l'Internationale rouge et du Syndicalisme Révolutionnaire.

Le Comité de Rédaction :

G. MONMOUSSEAU, SEMARD, DUDILIEUX,
BISCH, JACOB, AUDIN, BALIGEAN,
RACAMOND, BOVILLE.

Mise au point

Le *Bulletin Communiste*, dont je suis lecteur depuis la création, vient de lancer un cri du cygne qui ne sera pas pour réjouir les camarades dont la seule ambition est de servir la classe ouvrière, dont ils sont, et le Parti.

Beaucoup, comme moi, s'étonneront, au déballage de toutes les petites saletés personnelles, que des hommes aussi purs, aussi graves, que Souvarine, Treint, Dunois, Vailant-Couturier, aient pu supporter, un instant, de collaborer avec des hommes tarés comme Cachin, Frossard, Soutif, Paul-Louis et autres.

C'est bien tristement que, de nos provinces, nous assistons à ces manifestations personnelles, dont chacun de nous paie les frais, financièrement et moralement, car de tous ces combats mesquins, les seuls blessés sont les militants.

Mais je ne puis laisser écrire (page 800 du *Bulletin*), sans protester, que les délégués de Seine-Inférieure, dénoncèrent Cachin et Gérard pour avoir parlé des « juifs de Moscou » en une réunion dans notre département.

Il a plu, à l'un des délégués de la Seine-

(1) Nous publions bien volontiers la mise au point que nous envoie notre camarade Lepez, secrétaire de l'interfédération du nord-ouest. Mais nous tenons à préciser que l'article dont il parle a été publié, non dans le *Bulletin Communiste*, organe du Parti S. F. I. C., mais dans le *Bulletin Communiste International*, organe d'une tendance publié par quelques individualités. — N. D. L. R.

Inférieure, à la réunion de la gauche, dimanche 22 octobre, de dénoncer Gérard, pour des propos, inexactement rapportés, tenus à Saint-Etienne, en conversation *personnelle*, et non en réunion, et d'en faire état contre Cachin qui n'y était pour rien. C'est là une bassesse de laquelle, jusqu'ici, en notre Fédération, nous n'avions pas d'exemple. Le citoyen B... en rendra compte, mais si c'est sur des potins de ce genre qu'on déchire le Parti, c'est

que, vraiment, les arguments véritables font défaut.

En tout cas, au nom de tous mes camarades de Seine-Inférieure, je tiens à affirmer qu'aucun ne s'associe à cette politique de dénonciations odieuses, nous voulons la fraternité dans le Parti et si, *en haut*, on s'y oppose, ce sont les simples militants, victimes de toujours, qui y mettront bon ordre.

ERNEST LEPEZ.

Comment doit être composé le Programme de l'Internationale Communiste

La question principale

La difficulté essentielle, dans la question du programme, réside en ceci : Comment est-il possible de préparer un plan général de stratégie qui soit applicable dans la lutte de tous les partis communistes, stratégie ayant non seulement une *valeur générale*, mais étant également *concrète*, c'est-à-dire ne se contentant pas de formuler les règles théoriques de la lutte de la classe ouvrière, *en général*, mais une *stratégie concrète et positive* de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, appropriée au stade actuel de l'histoire mondiale.

Certains camarades nient la nécessité d'établir une stratégie de ce genre, ils repoussent du programme la question de stratégie comme une question « tactique » et la relèguent dans le champ du travail des sections particulières. Avec la plus grande assurance, on tire argument des situations et des rapports concrets, des brusques changements dans le développement même du combat, etc. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'un théoricien aussi excellent que le camarade Boukharine se trouve parmi ces camarades-là. Pour ma part, je n'hésite pas à prétendre que ceci ne serait rien moins qu'une

Déclaration de faillite du marxisme

Aucune différence d'opinion ne se manifestant en ce qui concerne le but, le fait d'invoquer « les différences de situations » et « les changements rapides qui s'y produisent » équivaut à dire ceci : « Nous ne sommes pas en mesure de nous représenter théoriquement l'époque historique actuelle, ni de la dominer théoriquement. » Reléguer ce problème dans le domaine de la tactique, c'est l'esquiver, ce n'est pas fournir un mot d'ordre.

Je voudrais ne donner prise à aucun malentendu. Je ne prétends en aucune façon que le terrain soit prêt, dans tous les pays, pour l'emploi d'une stratégie concrète unique, mais qu'il doit être possible de diviser ce terrain en quelques grands groupes de pays — ainsi que le camarade Zinoviev l'a indiqué dans le discours prononcé par lui au moment de la discussion — de tracer théoriquement les grandes lignes de développement particulières à chaque catégorie, et d'indiquer — non pas d'une façon abstraite, mais concrètement — les différentes étapes de la lutte de classes.

Ceci doit être fait d'une façon si concrète, si complètement, qu'aucun doute ne doit exister,

dans aucun parti communiste, dans aucun pays et à aucun moment des dix prochaines années (environ) sur la question de savoir à quelle catégorie son pays appartient, et à quel point de son développement il en est momentanément. Cette base théorique étant acquise facilitera de beaucoup la préparation de la stratégie appropriée à chaque catégorie de pays et à chaque étape. Il reste aux programmes des sections particulières à établir : Pourquoi leur pays appartient à telle ou telle catégorie, à quelle phase du développement il se trouve, ce qu'il y a de spécial dans les rapports de puissance des classes, et quelles modifications le plan de stratégie générale doit, çà et là, subir. Enfin, il reste à définir, pour des périodes très courtes — un à trois ans — un programme d'action tout à fait concret.

J'insisterai une fois de plus sur ceci : Nous pourrions préparer et concrétiser notre stratégie exactement dans la mesure où s'étendra notre conception théorique. Qui prétendrait avoir une claire vision théorique du développement des classes les unes par rapport aux autres sans pouvoir dire comment la lutte peut être menée une fois ces conditions connues, montrerait par là, non seulement qu'il n'est nullement un homme politique, mais qu'il ne veut pas prendre la responsabilité de ses conceptions théoriques, ne croyant pas lui-même à leur justesse.

Le succès ou l'insuccès du programme à établir comme moyen de combat du prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique (et ce doit bien être en réalité un *moyen de combat* et non point une lecture destinée aux membres du Parti) dépendent entièrement de l'exactitude de l'analyse théorique qui sera faite de la situation mondiale actuelle.

L'établissement du programme

Ce point de vue essentiel commande la construction totale d'un programme de l'I. C. On peut, en général, faire les remarques suivantes :

Le programme doit offrir au prolétariat révolutionnaire un tableau complet de la situation économico-politique mondiale dans son développement historique. Il doit, succinctement mais clairement, impliquer qu'on doit compter sur la venue au Parti Communiste des grandes masses prolétariennes qui n'ont pas encore conscience de la situation politique.

La composition du programme doit être historique et suivre à peu près la méthode suivante :

I. — L'époque pré-capitaliste

Les classes des sociétés pré-capitalistes — esclaves, serfs, sujets, etc. — Rapide et courte esquisse analogue à celle du manifeste communiste. Insister sur :

1. Le fait permanent de l'exploitation à travers les organisations différentes.
2. Le rôle de la puissance de classe et du monopole de l'armement réservé à la classe dirigeante permettant et protégeant ainsi l'exploitation.
3. Le monopole de l'éducation réservé à la classe dirigeante, permettant la propagation exclusive de sa propre idéologie.
4. Le rôle de l'Etat comme organe de la puissance de la classe dirigeante.

II. — L'époque de consolidation du capitalisme

1. Le capitalisme, basé sur la concurrence libre (cet exposé ne comporte aucune difficulté, des analyses de Marx et d'Engels s'y rapportant). Souligner le rôle de l'Etat et de son appareil (Lénine : l'Etat et la Révolution) et le fait de l'amélioration réelle de la vie de la classe ouvrière.

2. Le capitalisme « organisé », environ vingt ans avant la guerre. Ceci doit être un peu plus détaillé.

La concentration technique des usines atteint son extrême limite : concentration dans les sens horizontal et vertical, ainsi que l'étatisation (trusts d'Etat, Boukharine).

Concentration aiguë de la fortune, et surtout du pouvoir économique entre les mains d'un très petit groupe de capitalistes dirigeants. L'antagonisme entre la grosse propriété foncière et le capital s'affaiblit. L'« organisation » du capital permet de rejeter le fardeau des crises sur le prolétariat. Le niveau de la vie de l'ouvrier reste stationnaire (Kautsky, le chemin du pouvoir, nouvelles enquêtes américaines). La méthode du crédit et celle des petites actions permettent à des cercles plus éloignés de recevoir des miettes de la plus-value et de l'intéresser à la consolidation du capitalisme. Infériorisation des colonies. Rôle de l'aristocratie ouvrière dans le pouvoir colonial. Croyance à la stabilité absolue du capitalisme parmi les masses prolétariennes. Impérialisme. Groupement concret des pays. La guerre mondiale, conséquence inévitable des conflits d'intérêts entre les puissances impérialistes. Caractérisation rapide de la guerre économique et des conséquences de la guerre.

III. — L'époque de l'ébranlement du capitalisme et du passage à la dictature du prolétariat

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le succès ou l'insuccès du programme dépendent absolument de la façon dont sera faite l'analyse théorique de cette époque. Il est donc absolument nécessaire que les meilleurs cerveaux de l'I. C. participent de toutes leurs forces à ce travail.

Quelques essais existent sur ce sujet, mais, à mon avis, ils sont insuffisants. Le livre de Boukharine sur l'Economie de la période transitoire est une contribution importante. Mais il donne seulement une vision abstraite de la « décadence du capitalisme ». Or, nous avons besoin d'une représentation concrète et d'une définition théorique des tendances actuelles. Pour nous, l'essentiel n'est pas : « Comment le capitalisme tombe en ruines ? » mais « la destruction du capitalisme se produit-elle dans un laps de temps assez court pour qu'on puisse lui opposer un programme ? » La destruction s'opère-t-elle d'une façon continue, ou bien les tendances aux prises seront-

elles assez puissantes pour permettre à une reconstruction momentanée du capitalisme de se produire ? Quel rôle assume le prolétariat lui-même dans ce processus de destruction et de quelle manière, au moyen de quelle stratégie le facteur prolétariat y contribuera-t-il ?

L'analyse de Boukharine ne peut en aucun cas servir de réponse à cette question précise.

J'ai moi-même essayé, dans mes Problèmes économiques et politiques, de rassembler les effets et les causes de la crise du capitalisme. Il n'y a pas mal de choses justes dans ce livre — du moins je le crois. Mais, dans son ensemble, cette analyse n'est pas exacte parce qu'elle généralise à l'échelle mondiale les effets existant dans l'Europe centrale vaincue et en faillite.

Infiniment de choses de valeur sont contenues dans les différentes thèses et manifestes du troisième Congrès de l'I. C. Mais il y manque en général la base d'un programme et elles souffrent du fait qu'elles sont trop immédiates, destinées à la période trop courte qui va d'un Congrès à un autre, et trop découpées.

Ce même défaut se fait sentir aussi dans mon essai : « Crise de l'économie du monde capitaliste » où j'ai rassemblé les tendances générales du développement économique dans les trois années qui ont suivi la guerre. En résumé : s'il est vrai que de nombreux travaux préparatoires ont été faits, le travail fondamental est encore à faire.

Je voudrais maintenant essayer de faire, sans aucune prétention au définitif ni au complet, une courte esquisse des tendances les plus importantes :

1. L'époque actuelle peut, avant tout, envisagée sur le plan mondial, être caractérisée par l'instabilité ; cette instabilité se manifeste :

Economiquement, par l'absence d'une monnaie mondiale, par les oscillations énormes du marché des changes, par la disproportion des prix, et les différentes conjonctures ; politiquement, par la coexistence de systèmes sociaux d'un caractère contradictoire (Etat soviétique, Etat capitaliste), par les crises ininterrompues dans la politique extérieure (guerres et menaces de guerre) des pays capitalistes, par les perpétuelles crises gouvernementales et les changements rapides à l'intérieur des Partis, aussi bien bourgeois que prolétariens ; socialement, par l'incertitude de l'existence individuelle, par les rapides enrichissements et appauvrissements, par les chômages, par la pénurie de main-d'œuvre, par les luttes pour les salaires, etc.

2. Intensification des conflits de classe. La conscience de classe révolutionnaire du prolétariat se développe. Les grandes masses du prolétariat ne croient plus que la classe dirigeante soit inébranlable (cette tendance s'affermir ou s'affaiblir selon que la Russie des soviets est ou non victorieuse dans les domaines militaire, économique ou diplomatique). Exaspération de l'antagonisme entre la ville et la campagne, entre les paysans et la bourgeoisie. Les masses paysannes forment leurs partis propres ; dans certains pays elles conquièrent même de l'influence sur les gouvernements. L'Etat et l'appareil d'Etat n'apparaissent plus suffisamment puissants à la classe dirigeante ; partout se forment des organisations défensives de classe.

La base économique de formation de ces groupes antagonistes est, de chaque côté, la diminution de la production sur le plan mondial.

En conséquence, le revenu commun diminuant, la lutte entre les classes s'intensifie pour le par-

tage du dividende social annuel. Ce sont les conséquences de la guerre qui amènent cette diminution de la production : amoindrissement des moyens de production, perte par millions de forces ouvrières, abaissement de la capacité de travail des ouvriers. Ceci d'ailleurs est à la fois une cause et une conséquence ; une mauvaise nourriture les rend incapables de produire autant qu'auparavant.

La diminution de la production ne se répartit pas d'égale façon sur tous les pays de la terre. Certains pays ont vu, depuis la guerre, s'accroître leur appareil de production et leur capacité de production (Etats-Unis). La chute des autres pays en est d'autant plus grande (Allemagne). Mais tous sont soumis à la crise, surtout une énorme instabilité se manifeste de différente façon, dans les rapports sociaux ; ceci justifie la nécessité d'une rapide classification des pays.

Si nous voulons (ce qui est indispensable) entrer plus avant dans les détails, il faut que les pays du monde soient groupés entre eux, et d'après la réponse aux deux questions suivantes : De quelle façon le capitalisme existe-t-il économiquement et dans quelle mesure l'appareil d'Etat est-il intact ou non ?

1. — *Catégorie d'Etats capitalistes ayant leur appareil de production et de circulation intact*

a) Ceux qui possèdent dans leur propre pays ou dans des territoires placés sous leur domination une base agricole suffisante et les matières premières suffisantes, ceux qui se « suffisent à eux-mêmes », ce qui leur permet d'envisager, indépendamment du sort de l'Europe, une vie plus longue en régime capitaliste (Etats-Unis, Canada, Australie, Afrique du Sud, Japon, Amérique du Sud). (1).

b) Ceux qui ne possèdent pas de base agricole ni de matières premières suffisantes et sont, par conséquent, liés au sort du reste du monde. (L'Angleterre et les pays neutres d'Europe.)

2. — *Groupe d'Etats capitalistes avec appareil de production et de circulation très amoindri*

c) Pays vainqueurs qui, à la suite de la guerre, n'ont pas fait de Révolution politique, et où l'appareil d'Etat est encore à peu près intact. (France, Belgique, Roumanie, Yougo-Slavie, Tchécoslovaquie, Pologne. Il n'est pas déterminé si l'Italie appartient à ce groupe ou au groupe b), car elle a affaibli son appareil d'Etat) ;

d) Pays vaincus, où la Révolution politique s'est produite et où le pouvoir d'Etat est très faible. (Autriche, Allemagne, Bulgarie ; Grèce et Turquie d'Europe également) ;

e) Pays où la dictature du prolétariat a été interrompue. (Hongrie, Bavière.)

3. — *Territoires dominés par l'exploitation étrangère (colonies)*

Indes (anglaises, françaises, hollandaises), Chine, Afrique, etc. (2).

4. — *Groupe des Etats soviétiques*

Il convient encore d'examiner *quelles formes l'instabilité* prend dans les groupes de pays où des efforts politico-économiques existent pour ramener la stabilité économique et sociale dans cha-

(1) Ce sont les premiers de ces pays qui correspondent le plus purement au type que nous voulons caractériser.

(2) La Turquie d'Ankara, qui a combattu pour son indépendance, et le Portugal, devraient être spécialement mentionnés.

que pays du groupe. *Economiquement* : Tendances à l'autocratie, émigration des capitaux. *Socialement* : armement de classe, formation d'une aristocratie ouvrière et protection du capitalisme par les syndicats et la bureaucratie des partis. *Politiquement* : tentative de la puissance impérialiste pour former une organisation mondiale pour la protection de tout le capitalisme (Société des Nations), armements des empires impérialistes en vue de nouvelles guerres !

Ensuite, analyse précise de l'acuité des conflits au sein de la classe bourgeoise (luttres entre agrariens et capitalistes, paysans et citoyens, etc.).

Finalement, analyse de la situation dans les Etats Soviétiques. Influence de la situation de la Russie soviétique sur la situation mondiale d'une part, influence de l'isolement sur la situation de la Russie des soviets, de l'autre.

La préparation de la *Stratégie de la Conquête du pouvoir* pour les pays-types des catégories de pays différents représente tout un cycle de travaux que je ne tiens pas à assumer. Des camarades plus compétents que moi s'y emploieront.

D'autre part, c'est, en ce qui concerne les tâches qui suivront la conquête du pouvoir, à mon avis, que commencent les premières difficultés ; les problèmes politiques et économiques qui se présenteront, au début de la dictature, devront être étudiés par des camarades de confiance ; ainsi, par exemple, le sabotage des intellectuels, les manquements à la discipline parmi le prolétariat, l'opposition paysanne, la nécessité d'affecter les meilleures forces à la protection de la dictature. Il faut bien insister sur le fait que toutes les difficultés seront d'autant mieux aplanies qu'un plus grand nombre de pays seront passés du capitalisme à la Dictature.

La conclusion doit, peut-être, fournir une courte vision de l'ordre communiste.

E. VARGA.

Note de la Direction

Le Bulletin Communiste est un organe ouvert à toutes les tendances du Parti. Nous faisons appel aux militants de toutes nos sections pour qu'ils veuillent bien nous envoyer des articles sur les questions de doctrine et de tactique. Ils comprendront que les polémiques personnelles doivent être rigoureusement exclues.

Nous demandons aussi aux secrétaires des Fédérations de nous adresser le plus tôt possible des monographies départementales qui pourraient être établies sur le plan suivant :

Milieu économique, caractères de la population, industrielle ou agricole, nombre de sections et d'adhérents, organisation syndicale, possibilités de recrutement pour le Parti et fluctuations de ce recrutement.

Chacun saisira l'importance de ce travail, qui doit être accompli le plus tôt possible, de façon à donner, par son ensemble, une vision exacte de notre activité et de notre force.

Ces monographies peuvent comporter de 150 à 300 lignes et paraîtront sous la signature des secrétaires de Fédérations.

Contribution à la discussion au sujet du Programme

Le Congrès mondial aura à traiter la question de l'établissement d'un programme des Partis Communistes. Des travaux préparatoires ont été menés par la « Commission du Programme », élue au sein de l'Exécutif, ainsi que par les « Commissions du Programme », respectivement nommées par les différents partis.

Je veux essayer d'exprimer quelques pensées à l'égard de ces tâches. Des pensées venant non pas d'abstractions, mais de la pratique de la propagande communiste et de la lutte communiste faite par le Parti tchéco-slovaque.

Comment doit être établi le programme des Partis Communistes ?

Une partie des tâches qui se présentent au Congrès était, à mon avis, en quelque sorte déjà préparée. Je pense ici à la première partie ou à la partie fondamentale du programme. Elle doit avoir pour contenu la base théorique de la représentation du monde au point de vue communiste, notre but et notre méthode. Cette partie sera réservée à l'analyse du capitalisme dans la période actuelle, de l'apparition et de la fin de l'époque capitaliste historique, et enfin de la période de concentration aiguë de la Révolution mondiale. Dans cette partie, notre but, le communisme trouvera sa caractéristique ; on exposera la nécessité de la dictature prolétarienne, du système soviétique, ainsi que les tâches du Parti Communiste dans la lutte pour la dictature et dans l'accomplissement même de la dictature. On peut aussi insérer dans cette partie, la différence qui existe entre nous et les autres partis (en particulier la social-démocratie), les rapports vis-à-vis de la Révolution russe, ainsi que vis-à-vis de la Russie Soviétique, en tant que position la plus importante actuellement de la Révolution mondiale. Tout ceci est aujourd'hui indiscuté dans l'Internationale Communiste et est déjà préparé par les thèses et les décisions des Congrès précédents. Il ne reste plus qu'à codifier. Nos camarades russes se chargeront de ce travail de la façon la plus habituelle.

Cependant, je voudrais faire quelques remarques au sujet de cette première partie fondamentale. Au point de vue de la psychologie des masses ouvrières de l'Europe Centrale et Occidentale, je pense qu'il serait très utile d'y incorporer un résumé des expériences les plus importantes de la Révolution russe. Dans l'Europe Centrale et Occidentale, il existe de nombreuses couches d'ouvriers qui sentent parfaitement l'instabilité du capitalisme, la cruauté de la bourgeoisie, l'impossibilité d'éviter la guerre bourgeoise, la nécessité de la dictature de classe, qui montrent une telle énergie et une telle décision par leur action particulière, qu'on pourrait les croire prêts à militer pour la dictature. Qu'est-ce qui éloigne ces masses du Parti Communiste ? Qu'est-ce qui rend donc possible l'existence des Internationales 2 et 2 1/2, en tant que partis de masses ? C'est le fait que ces masses ouvrières ne sont pas sûres qu'après la prise du pouvoir, le Parti Communiste sera à même d'assumer le travail créateur d'organisation économique de la société, de recueillir les fruits des forces productives : cela, elles ne le réalisent pas concrètement. En outre, on a l'im-

pression que ces masses ne sont pas suffisamment renseignées sur la Révolution russe. D'une part, elles sont sous l'impression du « communisme de guerre » et, d'autre part, sous l'impression de la « nouvelle politique économique ». Le programme devrait montrer que, dans ces deux cas, il s'agit de mesures nécessitées par les circonstances extraordinaires et, théoriquement au moins, esquisser l'étape de la construction communiste après la conquête politique du pouvoir.

Aux yeux de la classe ouvrière d'Europe Centrale et Occidentale, notre programme communiste gagnerait en force d'attraction s'il spécifiait jusqu'à quel point les mesures édictées par la dictature prolétarienne, permettraient éventuellement, dans la première phase, l'utilisation des intérêts privés et des initiatives privées. Selon toute vraisemblance, le prolétariat des pays industriels d'Europe Centrale et Occidentale doit se représenter la construction de l'Etat prolétarien lors de la première étape qui suivra la prise du pouvoir de la façon suivante : une imposition de mesures régulières et obligatoires agissant sur 70 % de la vie, et une liberté légale accordée aux 30 % qui restent, afin de faire valoir l'initiative individuelle et l'intérêt personnel. La puissance du pouvoir d'Etat sera, dans les pays industriels, dès le début, beaucoup plus grande que dans la Russie, en grande partie agricole. D'autant plus grande que le développement de concentration capitaliste était plus grand. Le principe de l'initiative individuelle reste, au moins pour une période de transition, comme une petite partie des forces sociales en mouvement, et il demeure nécessaire pour la conservation de la vie sociale — toujours en période transitoire. Non plus comme principe économique *dominant*, mais *limité*, encadré dans le pouvoir d'Etat qui, grâce à la force, détermine son plan général et stipule en même temps catégoriquement jusqu'à quel point et dans quelle mesure il est permis à l'initiative individuelle de se faire jour.

Pourquoi estimé-je utile d'insérer cette idée, sous une forme quelconque, dans le programme général ?

D'abord, ainsi que je l'ai écrit, parce qu'elle répond aux regards interrogateurs des masses ouvrières de l'Europe Centrale et Occidentale, des masses qui sont tout près de nous et qui cependant ont encore sur les lèvres une question inexprimée : « Comment ferons-nous ? » Et il y a encore une autre raison qui, à mon avis, suffirait déjà seule. C'est que le manque d'explications à cet égard est en train de neutraliser les masses avec lesquelles il est impossible de ne pas compter pour la conquête du pouvoir. Donner cette explication, ce serait faciliter l'adhésion à notre programme des spécialistes appartenant aux cercles intellectuels. Serait-il possible que nous puissions nous annexer, en Europe Occidentale, les éléments travailleurs intellectuels de l'industrie, de la même façon que nous nous sommes annexés les éléments travailleurs paysans en Russie ? Il n'est pas dans notre plan de toucher à la petite ni à la moyenne propriété (ceci particulièrement pour les paysans). Il est tout à fait possible de réglementer indirectement cette forme de pro-

priété par la voie d'expropriation des moyens de production. Au contraire, dans l'intérêt même de la campagne, nous comptons avec le fonctionnement de la petite propriété paysanne, des petites manufactures et du commerce, dans une période où la guerre bourgeoise, la mainmise sur les grandes entreprises et l'organisation de l'Armée Rouge arrêteront la grande production. Ne serait-il pas possible de spécifier dans notre programme que les mesures prises contre les petits et moyens propriétaires ne sont prises qu'en cas d'activité contre-révolutionnaire de leur part, et seulement à cause de l'armement nécessaire de la Révolution contre les ennemis intérieurs ? Ainsi, nous faciliterions la lutte et préparerions son succès.

Il faudrait aussi savoir s'il ne serait pas nécessaire d'insérer dans la partie générale du programme une définition des tâches qui incomberont, dans les Etats industriels, pendant la période constructive, aux syndicats et aux coopératives. Dans ces Etats, ces organisations forment un réseau étendu sur tout le pays ; ce n'est pas comme en Russie, où elles sont concentrées seulement dans quelques territoires ; elles peuvent donc, dans la période de lutte et d'organisation, être infiniment plus utilisées qu'en Russie. A mon avis, il serait bon d'incorporer quelques passages à ce sujet ; notre programme offrirait ainsi un intérêt particulier aux ouvriers non encore communistes, mais syndicalistes ou associés dans des coopératives.

N'oublions pas non plus le travail de la forme, et adaptons-en l'esprit général à la première partie du programme. Nous voulons également nous adresser aux peuples d'Orient, au moyen de ce programme. Il faut qu'on sente, sans que ce soit exprimé par des mots, que le communisme, plus encore que le programme d'un parti, est l'expression de la lutte d'une classe mondiale dans la nouvelle époque historique de la libération de l'humanité. Il me semble que cette partie du programme aurait beaucoup plus de chances d'être réussie, si elle était confiée à un camarade particulièrement qualifié, au lieu d'être laissée aux soins de commission différentes.



Après cette partie fondamentale, le programme doit, à mon avis, comporter une deuxième partie. Dans celle-ci doivent être formulées les revendications concrètes, spéciales, adoptées par les Partis Communistes particuliers.

Pour préparer cette partie, il faudra se référer aux expériences pratiques, aux besoins et aux situations des partis politiques existants dans les différents pays. Il y aura des revendications qui seront formulées d'une façon différente selon les pays. Le nœud de ce travail, on le trouvera dans les commissions nationales du programme. Ces commissions devront avoir un délai fixé pour l'exécution de leurs travaux du 1^{er} au 15 octobre ; les projets devront être envoyés à Moscou ; c'est seulement ainsi que la Commission centrale aura le temps et la possibilité d'examiner les projets de chaque pays, de les comparer, de tirer une conclusion générale, aussi bien pour chaque pays particulier que pour le Congrès tout entier.

Cette partie du programme contiendra tout ce qui constitue la pratique générale des Partis Communistes. Cette pratique, qui consiste à relier entre elles les luttes journalières des masses pour les revendications partielles et à se servir de ces

luttres pour augmenter et pour étendre l'activité des masses, a trouvé sa première expression dans la « lettre ouverte » publiée en Allemagne. Les étapes ultérieures du développement de cette tactique ont formé le front unique. Cette pratique doit être intégrée méthodiquement, systématiquement et complètement dans le programme. Le Congrès doit, au moyen du programme, établir le plan d'action des Partis Communistes pendant la période de transition, jusqu'au moment de l'intervention décisive pour la prise du pouvoir.

En Tchéco-Slovaquie, nous avons fait une excellente expérience de la tactique du front unique. Grâce à elle, nous avons, dans un temps relativement court, libéré le prolétariat tchéco-slovaque de l'idéologie nationale et l'avons conduit sur le terrain solide de la conscience de classe. Nous l'avons également libéré de l'influence de la social-démocratie, qui est devenue ainsi un parti très restreint. Si, aujourd'hui, nous étudions chez nous l'établissement de cette partie spéciale du programme, considérons qu'il est indispensable de s'appuyer au préalable sur les deux points suivants :

1^o Quelles sont les revendications partielles, quotidiennes, que nous pouvons choisir comme base positive de notre action politique et incorporer à cette partie spéciale du programme ? Devons-nous nous limiter aux questions économiques ou adopterons-nous des revendications quotidiennes de politique générale ?

2^o Considérons la conséquence ultérieure de l'action pour le front unique :

Le gouvernement ouvrier est-il un moyen méthodique de propagande ou une simple manœuvre employée contre l'adversaire ? Envisagerons-nous le gouvernement ouvrier comme un moyen de construction pouvant servir, tout au moins dans quelques Etats, à occuper un temps déterminé de la période transitoire, en vue de la dictature, et qui pourrait exister réellement comme gouvernement ?

Dans ce dernier cas, le gouvernement ouvrier que nous préconisons doit être défini. En notre propagande, nous ne devons pas nous contenter d'insérer la revendication du gouvernement ouvrier en général, mais nous devons dire nettement en quoi consistera son rôle.

Pour la première question :

Notre pratique des revendications quotidiennes et matérielles commence à devenir empirique. Il va sans dire que nous devons participer aux luttes de la classe ouvrière avec le capital, pour la journée de huit heures, l'abaissement des salaires, etc. Si nous devons prendre part à cette activité, il est nécessaire que nous spécifions dans le programme que ce ne sont pas des revendications maxima, mais des revendications adaptées à la période de transition dans les Etats démocratiques, et qui touchent les impôts, la finance, la justice, l'administration d'Etat. Toutes ces choses prennent une grande acuité actuellement, en Allemagne par exemple, dans la vie politique immédiate. A mon avis, toutes ces revendications transitoires doivent être incorporées dans la partie spéciale du programme. Pour la question des impôts, des thèses ont été préparées à ce sujet par l'Exécutif, et logiquement d'autres questions, se rapportant au développement de la réaction, doivent également trouver leur place dans cette partie du programme.

Les rapports étroits avec les masses populaires pauvres des différents pays dépendront entièrement du soin que nous apporterons à étudier ces

revendications partielles. N'oublions pas que lors de la session de l'Exécutif Elargi, quand nous avons étudié la question norvégienne, nous nous sommes rendu compte que, bien souvent, dans les Pays Scandinaves, on a le sentiment que la situation particulière n'y était pas suffisamment soutenue. La coalition avec les partis bourgeois ne peut naturellement être considérée comme une « situation scandinave particulière » ; nous devons constamment nous rappeler la situation sociale des importants groupes populaires qui existent là-bas, tels que celui des pêcheurs, des bûcherons, etc., et nous devons soutenir de la façon la plus compréhensive, par une aide effective, les revendications naissant de telles situations. Il faut également que nous observions d'une façon concrète, la situation dans l'Europe Centrale et les Etats Balkaniques. Je signale à cet égard l'émigration vers l'Amérique, qui se produit dans certains Etats. Question au sujet de laquelle nous ne devons pas nous laisser dépasser.

Dans de nombreux Etats européens, les conditions politiques forment une catégorie spéciale de revendications partielles dont le caractère est politique. La majorité des petits Etats de l'Europe Centrale et du Sud-Est de l'Europe, placés sous l'influence de l'Entente, ont, à l'intérieur de leurs frontières, une forte minorité nationale. En Tchéco-Slovaquie, on compte, à côté de 9 millions de Tchèques, 3 millions d'Allemands, 2 millions de Hongrois, Ukrainiens et Polonais. Ils soutiennent des revendications nationales, allant des revendications pour l'enseignement national, jusqu'aux demandes d'autonomie. L'Entente, et particulièrement la France, favorise volontiers ce bloc des Etats qui dépendent d'elle. Elle compte là-dessus pour établir systématiquement sa puissance mondiale. Elle tient le raisonnement suivant : « Dans un pays où existe une forte minorité étrangère, la majorité gouvernante doit craindre la révolte de cette minorité et doit, par conséquent, dépendre davantage de moi. Pour des raisons intérieures, elle doit entretenir une armée puissante qui, au premier incident international, sera à ma disposition ».

Dans ces nations, où la bourgeoisie détient aujourd'hui le pouvoir d'Etat, les difficultés économiques provenant de l'exiguïté du territoire commencent à se faire sentir. L'Entente utilise la force des associations, traités, alliances, et la France particulièrement. Sous leur influence s'est formée la Petite Entente. Dans les Etats ainsi placés sous une direction étrangère et où les intérêts économiques sont souvent subordonnés aux intérêts militaires, des courants politiques se manifestent aujourd'hui qui tendent vers d'autres alliances et vers d'autres fédérations. Ainsi, par exemple, il existe actuellement une tendance qui pense à remplacer par une fédération de la Hongrie, de la Roumanie, de la Yougo-Slavie et de la Bulgarie, avec orientation russe, la Petite Entente, orientée vers la France.

Ce sont là des revendications concrètes qui sont liées aux questions nationales et qui appartiennent au domaine politique. Ces choses rentrent-elles dans le cadre de la politique et de l'action communiste ?

Sera-ce de « l'opportunisme national » si nous intégrons ce point de vue concret dans la partie spéciale de notre programme ?

L'Exécutif Elargi a nommé la commission qui doit s'occuper de la question nationale. A mon avis, cette commission doit avoir préparé, au plus tard le 20 août, les thèses générales sur cette

question, les présenter à l'Exécutif ; les thèses acceptées doivent être communiquées au plus tard le 1^{er} septembre à toutes les commissions de programme national, afin que chaque parti puisse prendre position vis-à-vis des problèmes nationaux existant dans son pays et préparer son projet de programme dans ce sens.

Pour la deuxième question :

Je ne crois pas que, dans tous les pays, la voie qui mène à la dictature doive passer par le stade du gouvernement ouvrier. Dans certains pays, j'envisage la chose comme très probable, en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie, par exemple.

Dans ce cas, il est nécessaire d'esquisser, dans la partie particulière du programme, le plan d'action du gouvernement ouvrier pendant son existence. Pour montrer combien la question du gouvernement ouvrier se posera dans un temps prochain, et d'une façon aiguë, je soumetts les faits suivants, qui proviennent de Tchéco-Slovaquie : le pays est surindustrialisé. Environ 55 % de la population vit de son travail personnel. Aux dernières élections, les partis bourgeois ont, à eux tous, recueilli 52 % des voix, tandis que les socialistes en recueillaient 48 %. Parmi les bourgeois, les Allemands sont contre le gouvernement, pour des raisons nationales : ils représentent 70 % du capital investi dans le pays.

Les partis bourgeois tchèques sont surtout constitués par le parti agraire — dominé par les paysans riches — et qui est composé de petits fermiers, si nombreux qu'on peut prévoir bientôt une rupture sociale et politique.

Dans ces circonstances, on peut prédire sans hésiter, qu'aux prochaines élections, les communistes seront le parti le plus puissant de tous les partis socialistes. On ne voit pas encore nettement si le nombre total des voix socialistes descendra de 48 % à 40 % ou montera jusqu'à 55/60 %. Cela dépend, dans une grande mesure, des mots d'ordre avec lesquels nous, communistes, mènerons la lutte au moment des élections.

Si nous nous proposons comme but l'installation d'un gouvernement ouvrier et présentons un programme de gouvernement capable d'être soutenu, dans la situation donnée, par la généralité du prolétariat, si nous avons la possibilité de consacrer un certain temps à propager ce but sérieusement et d'accord avec la centrale de l'Internationale, tout en faisant l'unité à l'intérieur du parti, je considère qu'il y a toutes les chances pour que les électeurs prolétaires, qui ont dû se joindre aux partis bourgeois lors des élections précédentes, s'en écartent ; une volonté puissante se manifestera dans la classe ouvrière, et aux élections, les voix des partis socialistes dépasseront 50 % dans la Tchéco-Slovaquie super-industrialisée.

La question du gouvernement ouvrier peut devenir très aiguë dans ce pays. Et il est indispensable, pour faire une politique claire et énergique, d'y donner une réponse précise.

Tout en réfléchissant et en cherchant ce qui, dans la littérature communiste, était le mieux approprié pour servir de base à un programme de gouvernement ouvrier, je suis constamment revenu à ce qui a été écrit au printemps 1917, par Lénine, dans un projet de *plate-forme du parti prolétarien*. Les formes et les conditions correspondent, à mon avis, tout à fait à la situation actuelle en Tchéco-Slovaquie.

J'ai, intentionnellement, beaucoup insisté sur les revendications partielles et le gouvernement ouvrier. Ces questions réclament de nous une décision très nette et une réponse précise.

Enfin, quelques remarques d'une nature plus générale pour la seconde partie du programme.

Cette partie est infiniment moins bien étudiée, et préparée par nous que la première. Une différence de point de vue doit survenir à ce sujet sur la question de savoir si le communisme peut avoir autre chose qu'un programme « maxima » et si nous ne tombons pas sur le terrain du réformisme en formulant précisément la seconde partie. En conséquence, on devait, au Congrès, se limiter, sans plus déterminer ce qui appartenait à la première partie.

Abstraitement, le point de vue exprimé ci-dessus peut se soutenir. S'il devait être examiné au Congrès, la volonté véritable des camarades qui, à la session de l'Exécutif élargi, ont décidé l'ordre du jour du Congrès, ne serait pas exécutée. La plupart des délégués ont demandé que la question du programme soit discutée au Congrès, parce que les Partis ont besoin d'un plan clair, concret et systématique pour la période prochaine.

Les Partis demandent que le Congrès donne satisfaction à ce besoin, et ce ne serait pas fait si nous nous limitons seulement à l'adoption de la première partie de la théorie générale.

En quoi se différencierait donc la « partie spéciale » de notre programme, du « programme minima » de la vieille social-démocratie ?

En ceci par exemple : lorsque les revendications du programme d'Erfurt furent formulées, le capitalisme se trouvait dans la période ascendante de son développement. Les revendications « minima » de la social-démocratie devaient procurer à la classe ouvrière des avantages durables au sein du capitalisme ; et même le capitalisme — qui agrandissait sa puissance — donnait l'espoir qu'il assurerait ces avantages. Aujourd'hui, la situation est complètement différente. Le soir de l'époque capitaliste est venu. L'ombre de la mort se projette déjà sur le capitalisme. Dans ces conditions, la plupart des revendications qui se posent devant lui, et qui, dans les 70 premières années du siècle passé, n'eussent rien été en regard de sa force, il ne peut plus absolument y faire droit. Il n'est pas impossible que quelques partis communistes, considérant la situation de leur pays, expriment dans leur programme, l'un des points du programme minima d'Erfurt. A mon avis, cela n'aurait rien de bien terrible. Aujourd'hui, ces revendications sont révolutionnaires. Pour la social-démocratie réformiste, elles ne sont plus qu'une formalité, qu'une vieillerie, qu'un chiffon de papier. Et justement à cause de cela, elles reçoivent de nous une valeur nouvelle, elles commencent à avoir un sens d'énergie et d'élan révolutionnaires. Il en est ainsi en Tchéco-Slovaquie, où les revendications préparées par Masaryk, le chef de la révolution nationale bourgeoise, sont incorporées dans le programme révolutionnaire du prolétariat.

Il y a certains points concrets de la deuxième partie que nous ne formulerons pas bien, à mon avis, si nous ne faisons pas jouer le principe de l'élasticité. Un exemple : nous voyons aujourd'hui que nous ne prenons de bon contact avec les masses que lorsque nous lions entre elles les choses qui naissent et mûrissent au plus profond des masses. Où est la limite jusqu'à laquelle nous pouvons formuler les revendications ayant un réel pouvoir sur ces masses ?

Représentons-nous les choses : l'ensemble des désirs et des revendications des travailleurs : hausse de 10 % sur les salaires, assurance sociale, contrôle de la production jusqu'à l'éta-

blissement du but final : dictature d'Etat prolétarienne et prise des fabriques, tout cela pourrait être montré par un diagramme, sur une ligne divisée en 100 parties. Le capitalisme, dans les conditions présentes de sa force et de ses moyens ne peut, au maximum, remplir que 10 parties de ces revendications ouvrières. Nous savons certainement que tout ce qui dépasse le chiffre 10, du chiffre 11 jusqu'à 100, ne peut absolument pas être rempli par le capitalisme. Comment formulerons-nous alors les revendications et les mots d'ordre qui nous permettront de mettre les masses en mouvement ? Nous allons jusqu'à 10, mais au-dessus de 10, nous avons en face de nous la situation concrète et le degré de maturité des masses. . . Disons-nous uniquement : But final, but final, dictature, dictature, 100, 100, 100 ? Non ! Pour le prolétariat, ce serait infiniment trop abstrait, monotone, peu accessible et peu convaincant. Dans la situation donnée, il est aussi difficile d'atteindre 16 que d'atteindre 100. Je vais changer. Une fois 100, une fois 15, une fois 50, une fois 30, etc. Cette intervention, cet abaissement et cette élévation ne sont nullement indiqués au hasard.

Notre méthode, pour mettre les masses en mouvement, peut figurer une véritable symphonie, de tons et de nuances, mais, intérieurement, elle doit être sévèrement réglée. Il y faut une connaissance des situations concrètes, des masses prolétariennes, et des résolutions qu'y produisent les mots d'ordre. Les commissions chargées de rédiger la partie spéciale du programme dans les différents pays, doivent bien tenir compte de la psychologie des masses et des conditions particulières de leurs pays. Nous devons réunir rapidement tout cela, afin de commencer bientôt notre concert et notre danse.

Je l'ai dit plus haut : je crois qu'on peut, selon le pays, donner une forme différente aux mêmes revendications. Au Japon, nous sommes avec le prolétariat pour le suffrage universel dont nous critiquons violemment les résultats en France. A mon avis, les partis devront avoir une certaine liberté de mouvement dans la préparation de la deuxième partie. Ce principe d'élasticité ne pourra conduire à aucun malentendu puisque cette deuxième partie devra également avoir l'approbation de l'Exécutif de l'I. C.

La deuxième partie de notre programme préparera la voie à une action méthodique, basée sur une expérience systématisée ; la subjectivité et la conscience des masses s'élèveront jusqu'aux conditions objectives de la Révolution mondiale. Le sens de nos revendications partielles, même si elles ressemblent à celles de la social-démocratie, n'est pas d'aboutir à la social-démocratie, mais d'aller de la démocratie à la dictature. Ce qui, au temps de la croissance du capitalisme, était un remède nécessaire à sa bonne santé et à sa conservation, peut, de même, être utilisé comme un poison pour lui, au moment de son déclin. La seconde partie de notre programme est un pont destiné à servir notre marche dans la guerre que nous soutenons : la guerre pour la Révolution mondiale !

SMERAL.

CAMARADES,

*Pensez au Train de Secours pour les
Affamés de Russie*

Réflexions sur le Programme

Quand, dans sa lettre du 5 mai 1875 à Bracke, lettre accompagnant ses notes critiques sur le programme de Gotha, Marx déclarait qu'« un pas dans le mouvement importe plus qu'une douzaine de programmes », il faisait remarquer néanmoins que les programmes sont des jalons marquant le degré de développement auquel s'est élevé le mouvement d'une société ou d'un parti donné. Il est rare que les programmes soient exécutés. Ordinairement la vie les dépasse ou les dédaigne, surtout les programmes minutieusement élaborés dans tous les détails. Mais toujours les programmes sont l'indice le plus sûr du niveau politique et intellectuel des partis qui les établissent. Les programmes sont également le miroir fidèle des forces qui ont suscité leur apparition.

Ainsi les programmes de la 2^e Internationale reflétaient nettement le degré de développement auquel était parvenu le capitalisme dans la période de 1889 à 1914. Ils avaient rompu avec le « proudhonisme » petit-bourgeois et le socialisme utopique qui correspondaient au faible développement des forces de production, caractéristique de la période de la 1^{re} Internationale, laquelle avait été appelée justement une grande idée dans un petit corps. Oui, c'était là une grande idée de Karl Marx, qui d'après les premières étapes avait marqué la direction essentielle de toute ou presque toute la voie qu'allait suivre le développement du capitalisme. Mais les masses n'avaient pas encore une vision claire de cette voie, et c'est pourquoi la 1^{re} Internationale ne put rallier autour d'elle des masses imposantes concevant nettement le caractère révolutionnaire de classe du socialisme. Ce n'est que lorsque les forces de production du capitalisme furent arrivées à une maturité relative que la 2^e Internationale, non sans le concours actif de Frédéric Engels, l'ami de Marx, put formuler le programme théorique de la lutte du socialisme pour la propriété collective des instruments de travail.

Le problème de la lutte de classes était résolu en théorie. Il n'y avait plus place pour le « proudhonisme » dans la 2^e Internationale. Tous les programmes de la 2^e Internationale exprimaient nettement le but final du socialisme : la prise du pouvoir par le prolétariat en vue de la socialisation des moyens de production.

Le schéma du programme de la période de la 2^e Internationale était le suivant : la partie théorique qui servait d'introduction aux revendications pratiques du programme de cette période contenait un tableau succinct, concis de l'évolution capitaliste. On y constatait la disparition progressive de la petite propriété, absorbée peu à peu par la grande, grâce à la concentration du Capital, la prolétarisation graduelle des producteurs moyens, l'exacerbation de la lutte de classes, l'accumulation des conditions matérielles, politiques et morales rendant possible et inévitable le passage de l'économie capitaliste à l'économie socialiste. A ces vues théoriques générales préliminaires, dont on trouve le meilleur exposé chez Marx lui-même dans le programme du Parti Ouvrier français, fondé par Jules Guesde et Paul Lafargue, succédait l'énonciation des revendications immédiates à l'adresse de l'Etat capitaliste contemporain. Ce catalogue de réclamations dictées par les besoins du moment renfermait ordi-

nairement, parallèlement à des mots d'ordre purement démocratiques (suffrage universel, réduction du service militaire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, élargissement des droits politiques de la femme, organisation d'institutions démocratiques diverses, etc.), des revendications purement ouvrières : droit de coalition, journée de huit heures, salaire minimum, amélioration des conditions de travail, suppression des amendes, assurance contre la vieillesse, les maladies, les accidents, etc.

Il était difficile de saisir dans tous ces programmes le lien entre les revendications qui formaient partie intégrante de notre but révolutionnaire final et celles qui avaient pour objet la satisfaction des besoins journaliers de la société et du prolétariat. Et c'est en somme sur cette corrélation obscure entre le but révolutionnaire de la lutte de classes et ses besoins quotidiens, pressants, que la 2^e Internationale s'est cassé le cou. Les socialistes extrême-gauche, ceux dont on dit en Russie qu'ils sont « à gauche du bon sens », exigeaient la réalisation immédiate du programme maximum sans se rendre compte des moyens et des voies menant à ce maximalisme socialiste. Les maximalistes étaient relativement rares. Bien plus nombreux et beaucoup plus dangereux étaient les minimalistes ou mencheviks de la 2^e Internationale auxquels les revendications immédiates masquaient l'objectif principal : la révolution sociale. Sans renier ouvertement le but final, les minimalistes ou mencheviks se contentaient de le saluer de loin, par convenance, pour la galerie, et concentraient en réalité toute leur attention sur le programme des revendications immédiates du prolétariat ou même de la démocratie nationale, revendications qu'ils posaient avec le maximum de modération et d'opportunisme. Il existe une certaine corrélation entre la netteté et la grandeur du but final et l'ensemble des moyens propres à amener la réalisation de ce but final, de même qu'entre la modération et la médiocrité des revendications journalières et les moyens de les satisfaire. Les champions qui combattaient pour le but final du socialisme devaient nécessairement exiger des méthodes révolutionnaires de lutte. Il est clair, en effet, que l'on ne saurait remplacer un système donné de propriété, en l'occurrence le système capitaliste, par un autre radicalement différent, le système communiste, sans se heurter de la part des possédants à un maximum de résistance dont seule la violence révolutionnaire pourra venir à bout. Il en est autrement pour le programme minimum. L'on peut toujours espérer, théoriquement tout au moins, que la bourgeoisie elle-même est intéressée à la réalisation de telles ou telles réformes susceptibles de lui assurer la conservation de ses privilèges et de la propriété individuelle. Combien de fois la classe dominante n'a-t-elle pas renoncé elle-même à une partie de ses privilèges afin de sauver les autres et fait des concessions partielles afin de maintenir sa domination de classe ? Aussi le réformisme a-t-il toujours un caractère pacifique. C'est dans le cadre du régime existant et à l'aide d'une majorité parlementaire qu'il s'efforce de donner satisfaction à telle ou telle revendication partielle. La méthode révolutionnaire, d'après lui, empêche la réalisation des réformes, car elle effraye et éloigne les éléments qui, dans le libre fonctionne-

ment de la mécanique parlementaire, peuvent contribuer à l'adoption de ces réformes.

A mesure que, sous la 2^e Internationale, se développait la lutte de classes et que la bourgeoisie, pour combattre plus efficacement le socialisme, se prêtait à des concessions relatives qui devaient assurer son salut et le maintien de sa domination de classe contre l'offensive générale du prolétariat, le programme minimum prenait de l'importance, se poussait au premier plan et trouvait son expression idéologique dans le révisionnisme, le millerandisme, le jauressisme, le menchevisme et autres formes de conciliation avec la bourgeoisie. Bientôt, messieurs les opportunistes en vinrent, en faveur des revendications partielles du moment, à renoncer ouvertement au but final du socialisme : la transformation du système de la propriété. L'apparition du réformisme fut saluée des applaudissements unanimes de la bourgeoisie mondiale qui constata triomphalement la victoire de Bernstein sur le « blanquiste » et révolutionnaire Karl Marx.

Essentiellement réformiste et répudiant le socialisme, le révisionnisme devait fatalement être amené à souligner non l'antagonisme, mais l'union des classes. Cette atténuation systématique de l'opposition des classes trouva son expression idéale, peut-on dire, dans le social-patriotisme, à la base duquel était l'unité nationale. La lutte de classes fut immolée au social-patriotisme et la trahison réformiste reçut sa consécration définitive à l'entrée du champ de carnage mondial. Le mot d'ordre du Parti Communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » pour le renversement du capitalisme, se prononça dès lors : « Prolétaires de tous les pays, détruisez-vous les uns les autres pour le salut du capitalisme ». Ainsi se termina la première période de construction des programmes sur le type dualiste du programme-minimum et du programme-maximum, période durant laquelle le programme maximum fut constamment sacrifié au programme minimum et où les intérêts passagers arrivèrent peu à peu à absorber complètement le but final. Résultat : le prolétariat resta dans l'esclavage et ne reçut même pas du Capital, qui le tenait dans les fers, la misérable aumône réformiste. La guerre liquida le réformisme et les réformistes.

La 3^e Internationale, dans son programme, doit profiter des leçons de l'expérience de la 2^e Internationale, dont le programme dualiste équivoque fit complètement faillite et qui se suicida elle-même misérablement. Le suicide de la 2^e Internationale fut la conséquence directe du suicide du capitalisme lui-même, car qu'est-ce que la guerre mondiale sinon le suicide du régime dont la mission historique était d'accroître prodigieusement les forces de production, d'accumuler des richesses énormes ? Le capitalisme faillit à sa tâche historique et, au lieu de développer la production, se mit à détruire les forces productives qu'il avait créées lui-même. Il annihila ses droits historiques à l'existence, anéantit ce qui était sa justification historique — telle qu'elle avait été conçue et exposée par Marx dans sa magistrale analyse des forces sociales. Le nouveau programme de la 3^e Internationale doit nécessairement tenir compte de ce fait capital, le prendre comme base et y asseoir toute son introduction, toute sa partie théorique. L'auto-destruction du capitalisme, l'anéantissement des forces de production, représentant la meilleure justification de la nécessité et de l'inévitabilité de la révolution mondiale.

Tous les adversaires de la Russie soviétique, révolutionnaire et communiste, posent en principe que, avant de procéder à la création du régime

socialiste, nous devons nous occuper de restaurer les ruines de l'économie capitaliste. Mais — et c'est là ce qu'on oublie de nous dire — qui nous garantit qu'une fois restauré, le régime capitaliste ne sera pas acculé à la même impasse que celle où il s'est cassé le cou en 1914, lors de la conflagration impérialiste mondiale ? Il ne saurait en être autrement, car les mêmes causes produisent les mêmes effets. Du moment que le capitalisme sera restauré par les capitalistes, il ne peut, en vertu des lois inexorables de son évolution, que refaire le même chemin que celui qu'il a parcouru depuis son avènement jusqu'à la première guerre impérialiste mondiale. Une fois remis sur pied, le Capital sera fatalement amené à préparer une nouvelle catastrophe militaire, qui ensevelira sous un monceau de décombres la civilisation et l'humanité tout entière.

Démontrer cette thèse à l'aide de données statistiques rigoureuses, prouver la faillite complète du régime capitaliste par un exposé détaillé de la situation économique et sociale des principaux pays capitalistes, insister sur la perte par la Grande-Bretagne du marché mondial et la diminution des importations anglaises (70 %), mettre en lumière la crise économique et financière de la France, la ruine industrielle des Empires centraux, la crise gigantesque qui se développe aux Etats-Unis, montrer la guerre implacable et surnoise que livre le Capital mondial à la Russie soviétique parce qu'elle reconstruit sa vie économique sur les principes communistes, etc., telle est la tâche fondamentale que nous devons nous assigner dans la partie théorique de notre programme. La conclusion s'impose d'elle-même : le capitalisme ne saurait être restauré. Ce n'est pas aux destructeurs des forces de production de l'humanité, mais aux héritiers légitimes du Capital banqueroutier qu'il appartient de reconstituer la société moderne. C'est là une tâche accessible à la seule classe des producteurs, c'est-à-dire à la classe ouvrière et non à la classe des démolisseurs, à la classe capitaliste. Seul le prolétariat peut, non pour les détruire dans un nouveau carnage mondial, utiliser intégralement les forces productrices de l'humanité, remettre en marche, pour faire éclore de nouvelles forces productrices et les développer au maximum, la partie encore intacte du mécanisme au moyen duquel furent créées les immenses richesses du vieux monde. Seule la classe dont le principe vital essentiel n'est pas la lutte dévastatrice, mais le travail créateur peut mettre fin à ce processus d'auto-destruction qui ronge la société actuelle et l'humanité.

Un autre facteur d'une importance mondiale dont il doit être tenu compte dans le programme de la 3^e Internationale est l'expérience communiste de la révolution russe. Maintes fois les glorieux chefs de cette première grande révolution sociale ont indiqué que, dans un pays isolé, battu de toutes parts par la vague furieuse de l'océan capitaliste, la lutte pour le communisme ne pouvait aller sans quelques fautes. Convient-il de considérer comme des « fautes » certains actes accomplis par la révolution russe dans le but d'assurer la réalisation immédiate du communisme ? C'est là une question des plus discutables ; toujours est-il que ce serait une faute considérable que de ne pas tenir compte de l'expérience grandiose faite sous les yeux du prolétariat du monde entier par la première révolution communiste. Le passage de la réalisation directe, immédiate du communisme à la nouvelle politique économique partant d'un point de vue différent, doit faire l'objet d'une analyse minutieuse de la part des hommes qui, au prix de sacrifices inouïs, ont mené une politique de réalisation intégrale du

communisme et qui, avec non moins d'honnêteté et de sincérité, ont dû reconnaître l'impossibilité, dans les conditions actuelles, de transformer une société basée sur le libre échange en une société communiste basée sur l'obligation générale du travail et l'absence de numéraire. Les sacrifices immenses consentis et payés de tant de souffrances par la Russie doivent servir de leçon au prolétariat mondial et le mettre en garde contre la répétition éventuelle des mêmes fautes dans les mêmes conditions. L'histoire, dit-on, n'a jamais rien appris à personne. La chose n'est pas tout à fait juste. L'histoire est une expérience collective dont ne peuvent pas ne pas tirer parti ceux qui la connaissent.

Dans la partie de son programme ayant trait aux revendications immédiates, la 3^e Internationale doit — ainsi que ses différentes sections — s'inspirer également des leçons du passé et montrer clairement la liaison qui existe entre la lutte de classes du prolétariat pour ses intérêts immédiats et sa lutte pour son émancipation définitive. Dans quelques pays, comme la Russie, ce n'est plus à son ennemi, ce n'est plus au capitalisme, mais à son propre pouvoir que l'ouvrier adresse ses revendications journalières. Notre tâche, pour les pays où la révolution est déjà faite, est de

marquer, sommairement tout au moins, les différentes étapes de la lutte que mène le communisme pour sa réalisation, une fois la révolution accomplie.

La nature même des revendications immédiates est déterminée, il va de soi, par le caractère et le développement de chaque pays donné. Par la nouvelle façon dont elle a posé la question en Russie, la 3^e Internationale a mis fin à toutes les illusions démocratiques. C'est pourquoi la partie du programme relative aux revendications démocratiques prend un tout autre aspect. Par contre, il convient de souligner d'autant plus toutes les revendications ouvrières, qui, dans la partie minimum du programme, doivent revêtir une forme réalisable et pratique.

Je ne parlerai pas de la partie du programme fixant la voie et les moyens de la lutte menant à la prise du pouvoir par le prolétariat. Tous les précédents congrès mondiaux de la 3^e Internationale ont suffisamment mis en lumière la question de la dictature du prolétariat et des moyens de conquérir cette dictature. Par suite, nous n'aurons qu'à donner un résumé clair et concis de ce qui a déjà été exposé par les Congrès de la 3^e Internationale.

Ch. RAPPOPORT.

Statuts de l'Internationale Communiste

En 1864 fut fondée, à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs : la 1^{re} Internationale. Les statuts de cette Association portaient :

« Considérant :

« Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule ;

« Que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création de nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe ;

« Que la soumission économique de l'homme au travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes — sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique ;

« Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

« Que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents ;

« Que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés ; que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous, d'un côté, de nouveaux espoirs, mais, de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la coor-

dition immédiate du mouvement qui, jusqu'à présent, n'avait point de cohérence. »

La 2^e Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la 1^{re} Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La 2^e Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La 3^e Internationale Communiste, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République Socialiste Fédérative des Soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la 1^{re} Internationale des Travailleurs.

La 3^e Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorguer ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que, sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable !

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la République Internationale des Soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Commu-

niste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la 1^{re} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la 2^e Internationale, pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale Communiste fraternise les hommes de races blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserves, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste de l'histoire qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république soviétique qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Nous publierons, dans notre prochain numéro, les Statuts de l'Internationale faisant suite aux considérants ci-dessus.

A lire également, dans ce numéro, un important projet de thèses générales sur la question d'Orient, de notre camarade Safarov, membre du Comité Exécutif de l'Internationale.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au camarade E. Soutif, 120, rue Lafayette, et tout ce qui concerne l'Administration à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris.

IL FAUT LIRE :

ET SADOUL?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné ⁽¹⁾

demeurant à ⁽²⁾

déclare souscrire un abonnement de au Bulletin Communiste.

Ci-joint la somme de francs ⁽⁴⁾.

Signature :

(1) Noms et prénoms.

(2) Adresse.

(3) 3 mois, 6 mois, 1 an.

(4) Prix de l'abonnement : 3 mois, 7 fr. ; 6 mois, 13 fr. ; 1 an, 26 fr.

Retourner ce bulletin accompagné du montant de l'abonnement au camarade René LEDOUX, 142, rue Montmartre